

GDF Suez sauve le projet de la Dominique

M. Q.

GDF Suez prend la place d'EDF dans un projet de 450 millions d'euros pour alimenter la Caraïbe en électricité verte.

C'était le projet clef qu'attendait la toute jeune filière française de la géothermie haute température. Il aura fallu plus de six mois pour que GDF Suez se décide à se risquer dans le projet de centrale à la Dominique, grande île volcanique à mi-chemin entre la Martinique et la Guadeloupe. L'industriel a réuni un consortium réunissant CDC Infrastructure et NGE Groupe pour financer cet investissement de 450 millions d'euros qui offrira une visibilité internationale à la filière française.

L'annonce de vendredi dernier clôt un parcours semé d'embûches. Depuis 2005, EDF, la Martinique et la Guadeloupe travaillent ensemble avec la Dominique sur l'exploitation du beau gisement de l'île. Avec pour ambition de construire une première centrale de 130 MW, qui puisse fournir de l'électricité verte et peu chère (moins de 10 centimes le KWh) aux trois partenaires, via des câbles sous-marins. Pour les deux régions françaises qui prélèveraient l'équivalent de 40 MW chacun, cette source d'énergie est vitale dans leur objectif d'atteindre l'autonomie énergétique après 2020. La Dominique, elle, espère couvrir tous ses besoins en électricité, attirer les entreprises avec une énergie jusqu'à 3 fois moins chère qu'actuellement et devenir vendeuse d'électricité.

Plus de 5 millions d'euros ont été débloqués, venant de l'AFD, de l'Ademe, des collectivités, de Bruxelles. Mais si les premiers forages d'exploration ont été effectués fin 2011, le projet a subi un coup d'arrêt début février 2013. La direction d'EDF avait alors ordonné à ses filiales locales d'abandonner la partie, évoquant des raisons financières ; résultat d'un long conflit entre EDF et le BRGM autour du contrôle et du développement de la centrale géothermique de Bouillante en Guadeloupe.

« EDF s'est justifié en disant que les projets Bouillante et Dominique exigeaient 600 millions d'euros », explique une source proche du dossier. Tous les acteurs impliqués évoquent une raison plus politique : « EDF s'en mord les doigts aujourd'hui, mais le projet a été victime du conflit entre Proglis et le gouvernement », raconte un industriel.

Un tremplin à l'export

Sous le choc, la présidente de la Guadeloupe avait écrit le 17 avril au président de la République pour demander un arbitrage. Elle ne recevra jamais de réponse. Les promoteurs du projet n'abandonnent cependant pas la mobilisation. « On a été alerté par l'intention des Islandais de reprendre le dossier », se souvient-on à l'Ademe. A la mi-juillet, une réunion rassemble tous les acteurs potentiels de la filière, dont des représentants de GDF Suez. Ceux-ci se voient proposer de reprendre le projet et finissent par promettre d'étudier le dossier, mais sans conviction. Huit mois et un long audit plus tard, l'industriel s'est convaincu de l'intérêt du projet et du tremplin qu'il

représente à l'export. « *Nous sommes ravis, c'est pour nous un nouveau marché qui s'ouvre dans la région* », sourit Jacques Chouraki, le dirigeant du bureau d'études Teranov, spécialisé dans la modélisation des ressources, qui développe plusieurs projets dans la Caraïbe. Le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, a salué l'engagement de ce consortium d'entreprises. GDF Suez se montre plus prudent, en rappelant que le projet va prendre des années à se concrétiser.